Décret réglant le droit à la fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau
Communauté Flamande, 20 décembre 1996

Ce document est disponible à www.ielrc.org/content/e9602.pdf

Le Conseil flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

Art. 2. Pour l'exécution du présent décret il faut entendre par :

1° abonné : toute personne physique raccordée à un distributeur d'électricité, de gaz et/ou d'eau afin de répondre à ses besoins ou à ceux de sa famille;

2° famille : l'abonné et les personnes qui ont conjointement l'habitation concernée comme résidence principale;

3° distributeur : toute personne physique ou juridique distribuant de l'électricité, de l'eau et/ou du gaz à l'abonné.

Art. 3. Chaque abonné a droit à une fourniture minimale et ininterrompue d'électricité, de gaz et d'eau à des fins d'utilisation ménagère afin de pouvoir mener une humaine suivant le niveau de vie en vigueur.

Le Gouvernement flamand détermine par secteur, après avis de ces derniers, quelle est la quantité minimale d'électricité, de gaz et d'eau à fournir et fixe les règles précises en vue d'adapter cette fourniture minimale au niveau de vie en vigueur.

L'abonné n'a pas droit à une fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau dans les cas suivants :

1° pour la consommation à des fins professionnelles;

2° pour la consommation destinée à des parties communes d'appartements;

3° pour la consommation dans une deuxième résidence;

4° pour des raccordements dans des immeubles abandonnés.

Art. 4. Le Gouvernement flamand détermine par secteur, après avis de ces derniers, la procédure à suivre par le distributeur en cas de défaut de paiement de la part de l'abonné.

Cette procédure contient au moins les éléments suivants :

1° l'envoi d'un rappel et une mise en demeure;

2° une proposition du distributeur envisageant un plan de remboursement;

3° le règlement d'une assistance sociale par le CPAS ou par un négociateur de dette agréé choisi par l'abonné;

4° la façon dont la fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau est assurée.

Art. 5. Tout abonné peut demander par écrit au distributeur de limiter la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau à des fins d'utilisation ménagère à une quantité minimale telle que fixée par le Gouvernement flamand.

Art. 6. Le distributeur peut uniquement couper l'alimentation de la fourniture minimale d'électricité, de gaz ou d'eau telle que visée à l'article 3 dans les cas suivants :

1° en cas de danger immédiat pour la sécurité tant que cette situation persiste;

2° en cas de mauvaise volonté ou de fraude évidente de l'abonné, après un avis motivé conforme de la commission consultative locale, visée à l'article 7.

Art. 7. Une commission consultative locale est créée dans chaque commune, dont la composition et la procédure sont fixées par le Gouvernement flamand.

La commission consultative locale émet un avis motivé dans les quinze jours après réception de la demande et après enquête contradictoire, selon le cas :

1° la demande du distributeur de couper l'alimentation de la fourniture minimale visée à l'article 3 d'électricité, de gaz ou d'eau en cas de mauvaise volonté ou de fraude évidente de l'abonné;

2° la demande de reraccordement de l'abonné après refus du distributeur de reraccorder l'abonné lorsque la situation visée à l'article 6 cesse d'exister.

A défaut d'un avis dans le délai précité, l'avis relatif à la demande du distributeur, visée au deuxième alinéa, 1°, est réputé être négatif.

A défaut d'un avis dans le délai précité, l'avis relatif à la demande de reraccordement de l'abonné, visée au deuxième alinéa, 2°, est réputé être positif.

L'avis relatif à la demande de reraccordement de l'abonné, visée au deuxième alinéa, 2°, est impératif pour le distributeur.

Art. 8. Les frais liés à la fourniture minimale d'électricité, de gaz et d'eau conformément aux dispositions du présent décret sont à charge du distributeur concerné.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.

Bruxelles, le 20 décembre 1996.